

Les activités non agricoles, talon d'Achille du modèle de croissance actuel

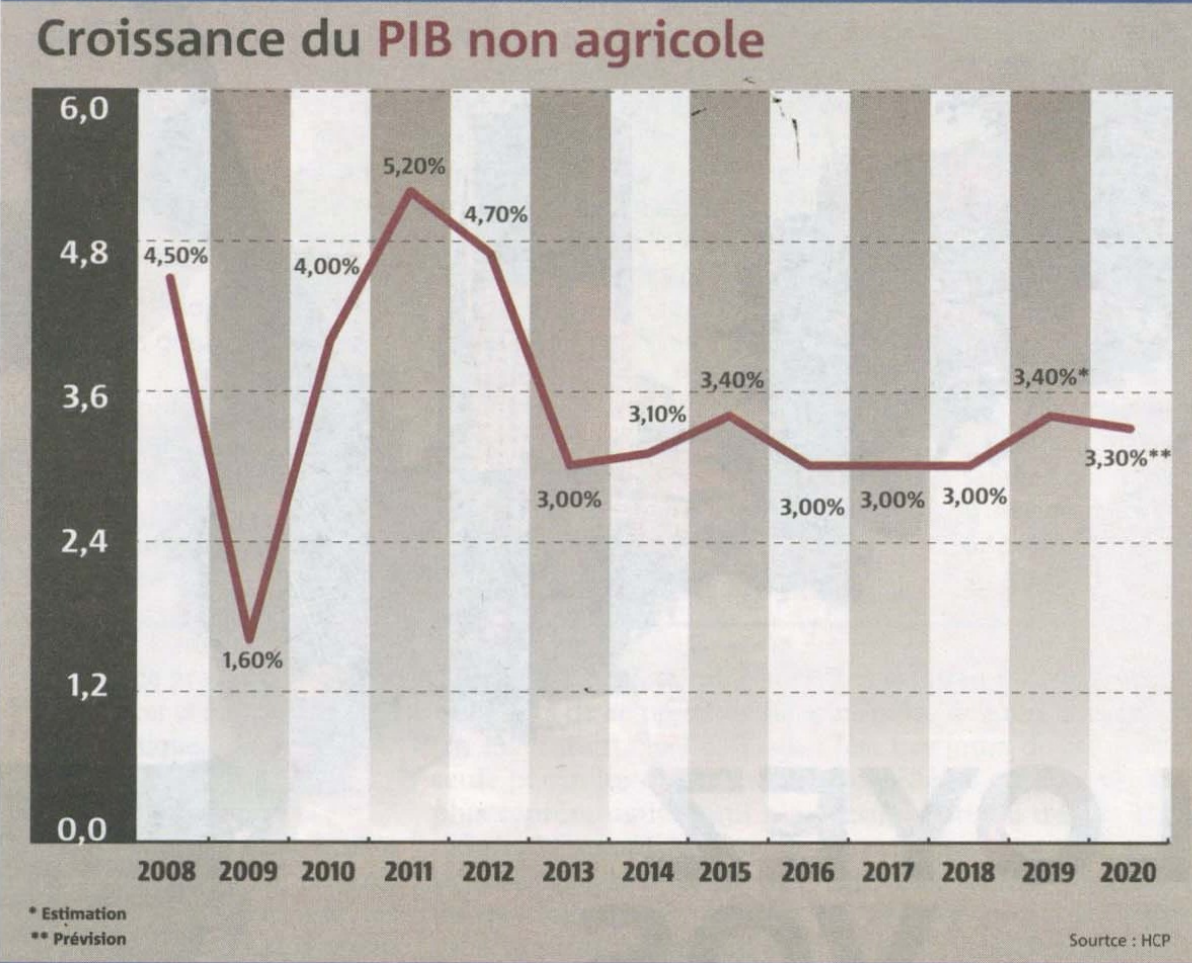
■ Le PIB devrait augmenter de 2,7% en 2019 et de 3,4% en 2020.

■ La demande extérieure contribuerait négativement à la croissance pour la troisième année consécutive.

■ L'évolution de l'activité, toujours rythmée par la conjoncture dans le secteur agricole.

Le HCP vient de réviser à la baisse sa prévision de croissance pour 2019, effectuée en janvier dernier : au lieu de 2,9%, le PIB ne devrait augmenter que de 2,7% contre 3% en 2018 et 4,2% en 2017. Pour 2020, en revanche, l'activité, moyennant certaines hypothèses, devrait s'améliorer, réalisant une progression de 3,4%.

Selon le Haut Commissaire au Plan, Ahmed Lahlimi, qui présentait mardi 9 juillet, à Casablanca, le Budget économique exploratoire 2020, et à l'occasion duquel les prévisions pour l'exercice 2019 effectuées en début d'année sont corrigées suivant l'évolution de la conjoncture tant nationale qu'internationale, la baisse de rythme de la croissance économique pour l'année en cours tient principalement à deux facteurs : une croissance négative de la valeur ajoutée agricole (-2,1%), d'une part, et une contribution négative de la demande



extérieure (-0,3 point), d'autre part.

Cette configuration de la croissance du Maroc confirme, s'il en était besoin, que l'activité, quoi qu'on ait pu dire, demeure encore rythmée par le comportement du secteur primaire, en particulier sa composante agricole, et plus spécifiquement encore la production céréalière. Il a suffi en effet que la récolte céréalière pour la campagne 2018/2019, pour des raisons de pluviométrie, baisse à 61 millions de quintaux, soit -40% par rapport à la campagne précédente, pour que la croissance globale soit amputée de 0,3 point. Pourtant, avec 61 millions de quintaux, la production céréalière n'a rien de mauvaise, elle est plutôt moyenne. Sans compter que la récolte, en ce qui concerne les cultures hors céréales, est jugée plutôt bonne. C'est que, en raison de l'effet de base, la valeur ajoutée agri-

cole a tout simplement évolué à la baisse, tirant dans le même mouvement le niveau de progression du PIB global.

Hausse de la valeur ajoutée de 4,6% en 2020

A contrario, et malgré une campagne agricole moyenne en 2020 (hypothèse retenue dans le Budget exploratoire du HCP), la valeur ajoutée agricole devrait cette fois augmenter de 4,6%. Et c'est principalement cette donnée qui serait à l'origine de l'amélioration de la crois-

sance économique globale à 3,4% en 2020 au lieu de 2,7% en 2019. Car, l'année prochaine, prévoit le HCP, la valeur ajoutée non agricole, elle, devrait évoluer à peu près au même niveau (+3,1%) qu'en 2019 (+3,2%) et que la contribution de la demande extérieure demeurerait négative (-0,1 point), quoi qu'en légère amélioration par rapport à 2019 (-0,5 point).

A partir de là, et dans la mesure où la contrainte climatique est une donnée qui, de toute façon, échappe à

la maîtrise de l'homme, la fragilité de ce modèle de croissance, du point de vue de l'offre, ne semble donc pas liée tant que ça à l'évolution du secteur agricole, mais surtout à la tendance baissière que connaissent les activités non agricoles. D'une moyenne supérieure à 4,5% entre 2000 et 2011, la croissance non agricole tombe à 3,3% par an, en moyenne, entre 2012 et 2018. Et ça devrait continuer sur ce rythme-là en 2019 et 2020. C'est évidemment insuffisant pour une économie qui a un énorme rattrapage à effectuer. Dans les économies développées et même seulement émergentes, l'agriculture dans le PIB représente une proportion très modeste (entre 3% à 5%). Au Maroc, cette part est de l'ordre de 14% à 15%. Pour de nombreux analystes, l'importance relative du secteur agricole dans le PIB marocain est déjà un signe que l'économie n'a pas encore réalisé les transformations structurelles qui la mettraient sur le chemin d'une croissance à la fois soutenue et pérenne.

Le secteur industriel peine à augmenter sa part dans le PIB

Avec d'autres mots, Ahmed Lahlimi a dit à peu près la même chose, mardi 9 juillet, lors de sa conférence à Casablanca. «La dynamique des activités non agricoles, note-t-il, n'arrive toujours pas à hisser la croissance économique nationale au niveau souhaité». Pourquoi donc ? Parce que, pense-t-il, «le secteur industriel, qui semble être la clé de la relance économique, peine toujours à accentuer sa part dans le PIB, et à enregistrer des valeurs ajoutées stables et incompressibles qui lui permettront de porter la croissance». Et en effet, les indicateurs sectoriels, publiés par le ministère de l'économie et des finances, montrent que la

Budget 2020 : les hypothèses retenues

Pour construire son Budget économique exploratoire 2020, le HCP a retenu quatre hypothèses principales : une campagne agricole moyenne, une hausse de la demande extérieure adressée à l'économie marocaine de 3,5%, un cours moyen du pétrole de l'ordre de 66 dollars le baril et une reconduction des dispositions de la Loi de finances 2019 dans celle de 2020 ■

valeur ajoutée des industries de transformation a connu des évolutions assez contrastées au cours des vingt dernières années. Si bien que, en moyenne, sa croissance, en termes réels, après avoir été de 3% par an sur la période 2000-2007, a fléchi à 2,9% en moyenne annuelle entre 2008 et 2017. Même évolution pour la part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB : d'une moyenne de 16,8% par an entre 2000 et 2007, cette part perd 1,1 point à 15,7% entre 2008 et 2017.

Cela dit, cette...stagnation – pour le moins – de la croissance de la valeur ajoutée industrielle comme de sa part dans le PIB, est surtout le fait de certaines branches, comme le textile et cuir, par exemple. Peut-être est-ce pour cette raison que le Haut commissaire au plan a estimé que «l'intérêt porté aux médias mondiaux ne devrait pas se faire au détriment des autres secteurs industriels classiques, notam-

Zoom

Stabilité du déficit budgétaire entre 2018 et 2020

- Hausse de la valeur ajoutée du secteur secondaire de 3% en 2018 à 3,5% en 2019 puis ralentissement à 3,1% en 2020.
- Amélioration de la valeur ajoutée tertiaire de 2,7% en 2018 à 3% en 2019 et son maintien à ce même niveau en 2020.
- Baisse de la valeur ajoutée du secteur primaire de -2,1% en 2019 au lieu d'une hausse de 2,7% en 2018 puis augmentation à 4,6% en 2020.
- Augmentation des exportations de 7,2% en 2019 et de 8,1% en 2020 contre 5,8% en 2018 et ralentissement des importations respectivement à 6,5% puis à 6,7% au lieu de 7,5%.
- Recul de l'épargne nationale à 27,3% du PIB en 2019 puis légère remontée à 27,5% en 2020 au lieu de 27,6% en 2018.
- Repli du taux d'investissement brut à 32,6% du PIB en 2019 et à 32,4% en 2020 au lieu de 33,5% l'année précédente.
- Baisse de l'inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB (et non par les prix à la consommation) à 0,8% en 2019 et à 1% en 2020 contre 1,1% en 2018.
- Stabilité du déficit budgétaire à -3,6% du PIB en 2019 et -3,7% en 2020 au lieu de -3,7% en 2018.
- Le déficit du compte courant de la balance des paiements devrait s'établir à 5,3% du PIB en 2019, avant de refluer à 4,9% en 2020, au lieu de 5,4% en 2018.

ment l'agroalimentaire et le textile, qui ont longtemps participé à la promotion de l'emploi et des exportations». Une des explications, sinon la principale explication à la persistance du déficit commercial, en dépit des évolutions intéressantes

que connaît la filière automobile par exemple, réside probablement à ce niveau. C'est pourquoi, la demande étrangère, par rapport à la croissance économique, est pour le moment une variable assez volatile. En 2018, cette

demande a amputé le PIB de 1,3 point. En 2019, l'estimation du HCP est que la contribution de la demande étrangère serait également négative (-0,4 point). Pour 2020, et compte tenu des hypothèses émises pour la

confection du Budget économique exploratoire, la contribution de la demande étrangère à la croissance de l'économie marocaine devrait s'améliorer légèrement, tout en restant malgré tout négative (-0,1 point).

Enfin, il n'y a que la demande intérieure qui, année après année, porte la croissance du Maroc. Et comme cette demande intérieure a quand même ralenti ces dernières années, sans que ce ralentissement ne soit compensé par une contribution extérieure, la croissance globale s'en trouve affectée. Par exemple, en 2019, la demande intérieure devrait augmenter de 2,8% au lieu de 3,9% en 2018, selon l'estimation du HCP. En 2020, la croissance de cette demande intérieure devrait par contre ralentir à 3,2%. Par le passé, le taux de croissance de cette variable dépassait souvent 5%. La décélération, pour des raisons plusieurs fois évoquées ici, est nette ■ S.A.